

Table des matières

(avec renvoi aux pages)

Liste des abréviations.....	5
Sommaire	9

Introduction

TITRE 1

Constitution

INTRODUCTION.....	25
CHAPITRE 1. CONDITIONS DE FOND.....	27
Section 1. Nombre d'actionnaires.....	27
Section 2. Montant du capital.....	28
1. <i>Capital minimum.....</i>	<i>28</i>
2. <i>Capital suffisant et plan financier.....</i>	<i>28</i>
3. <i>Responsabilité pour capital insuffisant.....</i>	<i>31</i>
Section 3. Souscription du capital.....	33
1. <i>Intégralité de la souscription.....</i>	<i>33</i>
1.1. PRINCIPE.....	33
1.2. CONSÉQUENCES DE LA SOUSCRIPTION INTÉGRALE.....	34
1.2.1. Les actions ne peuvent, en principe, être émises sous le pair.....	34
1.2.2. La société ne peut souscrire ses propres actions ni directement, ni par une société filiale, ni par un « prête-nom » (art. 442).....	35
1.2.3. Seuls peuvent être apportés des biens susceptibles d'évaluation économique.....	35
1.2.4. L'apport ne peut être fictif.....	37
2. <i>Évaluation des apports.....</i>	<i>38</i>
2.1. VALEUR CONVENTIONNELLE DES APPORTS.....	38
2.2. CONTRÔLE DES APPORTS EN NATURE PAR UN RÉVISEUR D'ENTREPRISES....	40

3. <i>Quasi-apports</i>	42
3.1. RÉGIME	42
3.2. RESPONSABILITÉ	44
4. <i>Absence de condition et validité des engagements</i>	44
4.1. CONDITION	44
4.2. CAPACITÉ	44
4.3. CONSENTEMENT	47
4.4. CAUSE	48
4.5. SOUSCRIPTIONS FICTIVES OU SIMULÉES	49
5. <i>Nature juridique de la souscription : controverse</i>	50
Section 4. Libération du capital	53
1. <i>Libération initiale obligatoire</i>	54
2. <i>Appels de fonds subséquents</i>	56
CHAPITRE 2. CONDITIONS DE FORME	63
Section 1. <i>Modes de constitution</i>	63
Section 2. <i>Mentions de l'acte constitutif</i>	63
Section 3. <i>Mandataires et porte-fort</i>	66
CHAPITRE 3. NULLITÉ	67
CHAPITRE 4. RESPONSABILITÉ DES FONDATEURS	71
Section 1. <i>Fondateurs</i>	71
Section 2. <i>Responsabilités</i>	71
1. <i>Obligation de garantie</i>	72
2. <i>Responsabilité proprement dite</i>	73
3. <i>Mise en œuvre de la responsabilité</i>	73

TITRE 2

Les titres et leur transfert

INTRODUCTION	77
CHAPITRE 1. RÈGLES GÉNÉRALES	79
Section 1. <i>Types de titres</i>	79
Section 2. <i>Indivisibilité des titres</i>	79
CHAPITRE 2. FORME DES TITRES	81
Section 1. <i>Titres nominatifs</i>	81
Section 2. <i>La suppression des titres au porteur</i>	83
Section 3. <i>Titres dématérialisés</i>	85
1. <i>Principe</i>	85

2. <i>Propriété des titres dématérialisés et mise en gage sur titres dématérialisés</i>	89
3. <i>Revendication</i>	90
4. <i>Exercice des droits sociaux</i>	91
CHAPITRE 3. TYPES DE TITRES	93
Section 1. Actions	93
1. <i>Droits attachés à l'action</i>	93
1.1. DROITS SOCIAUX.....	94
1.2. DROITS FINANCIERS.....	94
1.3. DROITS PATRIMONIAUX.....	95
2. <i>Catégories particulières d'actions</i>	95
2.1. ACTIONS PRIVILÉGIÉES ET <i>TRACKING STOCKS</i>	95
2.2. ACTIONS DE JOUISSANCE.....	96
2.3. ACTIONS SANS DROIT DE VOTE.....	96
2.3.1. Principe.....	96
2.3.2. Conditions.....	97
2.3.3. Octroi du droit de vote.....	97
2.3.4. Conversion d'actions ordinaires.....	98
2.3.5. Rachat.....	98
Section 2. Parts bénéficiaires	99
1. <i>Notion</i>	99
2. <i>Droits des porteurs de parts bénéficiaires</i>	100
3. <i>Émission</i>	100
4. <i>Cession</i>	101
Section 3. Obligations	101
1. <i>Introduction</i>	101
2. <i>Régime</i>	102
2.1. DÉFINITION, ORGANISATION ET CONDITIONS.....	102
2.1.1. Définition, organisation et droit d'information.....	102
2.1.2. Condition résolutoire.....	102
2.1.3. Faillite et perte du bénéfice du terme.....	103
2.1.4. Égalité des obligations d'une même émission.....	103
2.1.5. Assemblée générale des obligataires.....	103
2.1.6. Détention de ses propres obligations.....	104
2.2. FORME DES OBLIGATIONS.....	104
2.2.1. Obligations nominatives.....	104
2.2.2. Obligations dématérialisées.....	105
2.2.3. Obligations au porteur.....	105

2.3. TRANSFERT DES OBLIGATIONS.....	106
2.4. ORGANE COMPÉTENT POUR DÉCIDER L'ÉMISSION D'OBLIGATIONS.....	106
2.5. LIBÉRATION DES OBLIGATIONS.....	106
2.6. PARTICIPATION À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'ACTIONNAIRES.....	107
3. <i>Classification des obligations</i>	107
3.1. OBLIGATIONS ORDINAIRES	107
3.2. OBLIGATIONS HYPOTHÉCAIRES.....	107
3.3. OBLIGATIONS SUBORDONNÉES.....	108
4. <i>Obligations et capital différé</i>	108
4.1. DÉFINITIONS.....	109
4.2. MÉCANISME FINANCIER.....	109
4.3. ÉMISSION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES ET DROITS DE SOUSCRIPTION	110
4.3.1. Organe compétent pour décider de l'émission	110
4.3.2. Procédure d'émission	111
4.3.2.1. <i>Rapport spécial du conseil d'administration</i>	111
4.3.2.2. <i>Société ayant fait ou faisant publiquement appel à l'épargne</i>	111
4.3.2.3. <i>Émission décidée par le conseil d'administration</i>	112
4.3.3. Conditions de l'émission	112
4.3.4. Respect du droit de préférence	112
4.3.5. Titres sous-jacents à l'obligation convertible	112
4.3.6. Objet du droit de souscription	112
4.3.7. Libération	113
4.3.8. Délais d'exercice.....	113
4.3.8.1. <i>Délai de conversion de l'obligation convertible</i>	113
4.3.8.2. <i>Délai d'exercice du droit de souscription</i>	113
4.3.9. Augmentation du capital social potentielle	114
4.3.10. Procédure d'augmentation du capital social	114
4.3.11. Protection anti-dilution	114
4.3.12. Mesures anti-O.P.A.....	115
4.4. AUTRES CRÉATIONS DE LA PRATIQUE.....	116

CHAPITRE 4. PUBLICITÉ DES PARTICIPATIONS IMPORTANTES..... 117

Section 1. Introduction..... 117

Section 2. Émetteurs dont les titres sont visés 118

Section 3. Titres devant faire l'objet d'une notification 119

1. Titres conférant le droit de vote (A.R. 14 février 2008, art. 6)	119
2. Contrats ou instruments financiers qui confèrent le droit d'acquérir des titres conférant le droit de vote (L. 2 mai 2007, art. 6, § 7).....	120
3. Convention portant sur les droits de vote.....	120

Section 4. Événements déclenchant l'obligation de notification	121
1. <i>Acquisition ou cession de titres</i>	121
2. <i>Première admission à la négociation</i>	122
3. <i>Événement modifiant la répartition des droits de vote</i>	122
4. <i>Action de concert</i>	123
5. <i>Obligation de notification sans franchissement de seuil</i>	124
Section 5. Quotité de droits de vote.....	125
1. <i>Moment et information</i>	125
2. <i>Calcul</i>	125
Section 6. Personnes tenues à notification et obligations des émetteurs.....	126
1. <i>Obligations des détenteurs de titres</i>	126
1.1. ACQUISITION, CESSIION OU DÉTENTION DIRECTE OU INDIRECTE.....	126
1.2. OPÉRATION SUR DES TITRES CONFÉRANT LE DROIT DE VOTE OU SUR DES DROITS DE VOTE	127
1.3. PERSONNES PARTIES À UNE ACTION DE CONCERT	127
1.4. ENTREPRISES CONTRÔLÉES ET ENTREPRISES MÈRES.....	127
1.5. PARTICIPATIONS DÉMEMBRÉES OU EN INDIVISION.....	128
2. <i>Obligations des émetteurs</i>	128
Section 7. Exemptions.....	130
1. <i>Acquisition aux fins de compensation et de règlement de transactions (L. 2 mai 2007, art. 10, § 1^{er})</i>	130
2. <i>Dépositaires de titres (L. 2 mai 2007, art. 10, § 2)</i>	130
3. <i>Teneurs de marché (L. 2 mai 2007, art. 10, § 3)</i>	131
4. <i>Portefeuille de négociation</i>	131
5. <i>Titres remis aux banques centrales membres du Système européen des banques centrales ou par ceux-ci dans leurs fonctions d'autorités monétaires</i>	132
6. <i>Exemption à l'obligation d'agrégation dans le chef de l'entreprise mère d'une société de gestion ou d'une entreprise d'investissement.</i>	132
7. <i>Opérations à court terme (A.R. 14 février 2008, art. 19)</i>	133
Section 8. Conséquences civiles, administratives et pénales.....	133
1. <i>Conséquences civiles</i>	134
2. <i>Conséquences pénales</i>	135
3. <i>Conséquences administratives</i>	135
Section 9. Déclaration des participations importantes dans les sociétés non cotées	137

CHAPITRE 5. CERTIFICATION.....	139
Section 1. Nature et objectifs.....	139
Section 2. Entité émettrice des certificats	140
Section 3. Collaboration de la société dont les actions sont certifiées.....	140
Section 4. Forme des certificats	141
Section 5. Obligations de l'émetteur de certificats.....	141
Section 6. Droits du titulaire de certificats	142
CHAPITRE 6. TRANSFERTS DE TITRES.....	143
Section 1. Transferts en général.....	143
Section 2. Restrictions à la cession	144
1. <i>Restrictions légales</i>	144
1.1. INOPPOSABILITÉ DES CESSIONS D'ACTIONS NON ENTIÈREMENT LIBÉRÉES	144
1.2. INCESSIBILITÉ TEMPORAIRE DES PARTS BÉNÉFICIAIRES.....	145
1.3. INCESSIBILITÉ TEMPORAIRE DES ACTIONS ÉMISES EN FAVEUR DU PERSONNEL	145
1.4. INCESSIBILITÉ TEMPORAIRE D'ACTIONS ÉMISES À L'OCCASION D'UNE O.P.A.	145
2. <i>Restrictions statutaires et conventionnelles</i>	146
2.1. INTRODUCTION.....	146
2.2. NOTIONS.....	147
2.2.1. Clauses expressément visées par le Code des sociétés	147
2.2.1.1. <i>Clause d'agrément</i>	147
a. Définition	147
b. Motivation.....	147
2.2.1.2. <i>Clause de préemption</i>	147
a. Définition	147
b. Nature	148
c. Variantes.....	148
2.2.1.3. <i>Clause d'inaliénabilité</i>	148
a. Définition	148
b. Pratique	148
2.2.2. Clauses non expressément visées par le Code des sociétés	149
2.2.2.1. <i>Clauses de sortie commune</i>	149
2.2.2.2. <i>Contrats d'option</i>	150
3. <i>Régime des clauses expressément visées par le Code des sociétés</i>	151
3.1. TITRES VISÉS.....	151
3.2. ACTES VISÉS.....	152
3.3. LIMITATION DANS LE TEMPS.....	153
3.4. MOMENT DE LA CESSION ET DÉTERMINATION DU PRIX.....	154
3.5. CESSIBILITÉ ENTRE VIFS ET TRANSMISSIBILITÉ À CAUSE DE MORT.....	155

3.6. RÉDACTION DE CLAUSES D'AGRÈMENT, DE PRÉEMPTION ET D'INCESSIBILITÉ.....	156
3.7. EXCLUSION ET RETRAIT	157
3.8. RÉGIME SPÉCIAL APPLICABLE EN CAS D'O.P.A.	157
3.9. DISPOSITIONS PROPRES À LA CLAUSE D'INALIÉNABILITÉ.....	159
3.9.1. Limitation dans le temps	159
3.9.2. Justification par l'intérêt social à tout moment.....	159
3.9.2.1. <i>L'intérêt social</i>	159
3.9.2.2. <i>Justification à tout moment</i>	160
3.10. OPPOSABILITÉ DES STATUTS OU DE LA CONVENTION D'ACTIONNAIRES – TIERCE COMPLICITÉ	160
3.10.1. Opposabilité des clauses limitant la cessibilité des titres ..	160
3.11. SANCTION DE LA VIOLATION D'UNE CLAUSE LIMITANT LA CESSIBILITÉ DE TITRES	163
3.11.1. Relations promettant-bénéficiaire	163
3.11.2. Relations entre la société et le tiers-cessionnaire.....	163
3.11.3. Réparation.....	164
3.12. SANCTION DES CONVENTIONS CONTRAIRES AU RÉGIME DU CODE DES SOCIÉTÉS	164
Section 3. Conventions de vente d'actions	165
1. <i>Mobiles déterminant le prix de vente d'actions</i>	165
2. <i>Garanties dans les conventions de cession d'actions</i>	168
2.1. GARANTIES LÉGALES	168
2.2. GARANTIES CONVENTIONNELLES D'ACTIF ET DE PASSIF	171

TITRE 3

Assemblées générales

CHAPITRE 1. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES	175
Section 1. Introduction	175
Section 2. Pouvoirs de l'assemblée générale	180
Section 3. Les particularités de l'assemblée générale par écrit	184
1. <i>Conditions</i>	184
2. <i>Formalités de convocation</i>	186
3. <i>Date</i>	188
4. <i>Initiative et modalités pratiques</i>	189
Section 4. Préparation de l'assemblée générale	190
1. <i>Pouvoir de convocation</i>	190
1.1. CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	190
1.1.1. Convocations facultatives.....	191

1.1.2. Convocations obligatoires.....	191
1.2. COMMISSAIRES	192
1.3. LIQUIDATEUR.....	192
1.4. AUTRES PERSONNES.....	193
1.5. COURS ET TRIBUNAUX.....	193
2. <i>Formalités relatives aux convocations</i>	194
2.1. AVIS DE CONVOCATION.....	194
2.1.1. Mentions obligatoires.....	194
2.1.2. Contentieux	200
2.2. COMMUNICATION.....	201
2.2.1. Délais.....	201
2.2.2. Formes de communication.....	203
2.2.3. Contentieux	206
3. <i>Informations préalables</i>	206
3.1. DOCUMENTS ADRESSÉS EN COPIE.....	206
3.2. MISE À DISPOSITION DE DOCUMENTS.....	207
3.2.1. Au siège social.....	207
3.2.2. Via le site internet.....	207
3.3. DOCUMENTS PARTICULIERS.....	209
4. <i>Émission des formulaires pour le vote à distance</i>	209
5. <i>Droit de report de l'assemblée par le conseil d'administration</i>	213
Section 5. Tenue des assemblées générales	213
1. <i>Phase constitutive</i>	213
1.1. VÉRIFICATION DES FORMALITÉS LÉGALES ET STATUTAIRES.....	213
1.1.1. Sociétés ordinaires.....	214
1.1.2. Sociétés « publiques »	214
1.1.3. Sociétés dont les actions sont cotées	215
1.2. PARTICIPATION À DISTANCE.....	217
1.3. VÉRIFICATION DES PROCURATIONS.....	219
1.3.1. Vote par procuration	219
1.3.2. Actions détenues à titre fiduciaire	223
1.3.3. Contrôle des procurations déposées.....	223
1.4. LISTE DES PRÉSENCES	224
1.5. CONSTITUTION DU BUREAU	225
2. <i>Phase délibérative</i>	226
2.1. DROIT D'INTERPELLATION DES ACTIONNAIRES	226
2.2. EXERCICE DU DROIT DE VOTE	233
2.2.1. Actionnaires.....	233
2.2.2. Détenteurs de parts bénéficiaires	238

2.2.3. Autres détenteurs	239
2.3. MAJORITÉS REQUISES ET QUORUMS DE PRÉSENCE.....	239
2.3.1. Règle générale.....	239
2.3.2. Majorités et quorums particuliers	240
2.3.2.1. <i>Modification des statuts</i>	240
2.3.2.2. <i>Modification de l'objet social</i>	241
2.3.2.3. <i>Modification des droits respectifs des catégories d'actions</i>	241
2.4. SUSPENSION DU DROIT DE VOTE.....	242
2.4.1. Libération du capital	242
2.4.2. Souscription d'actions propres	242
2.4.3. Participations croisées.....	243
2.4.4. Acquisition par une société de ses propres actions et acquisition par une filiale des actions de sa société mère.....	243
2.4.5. Déclaration de possession de titres.....	243
2.4.6. Titres ayant une pluralité de propriétaires.....	244
2.4.7. Suspension judiciaire.....	244
2.5. LIMITES STATUTAIRES.....	244
2.6. MODALITÉS D'EXERCICE : LES PACTES DE VOTATION	248
2.6.1. Typologie.....	248
2.6.1.1. <i>Régime juridique actuel</i>	249
2.6.2. Exécution forcée.....	252
2.6.3. Annulation des décisions de l'assemblée générale	254
2.7. PROROGATION DE L'ASSEMBLÉE.....	255
2.8. REPORT DE L'ASSEMBLÉE.....	255
2.9. DROIT DE VOTE ET ABUS	256
2.10. BLOCAGE AU SEIN DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	258
2.10.1. Avant le vote au sein de l'assemblée.....	258
2.10.1.1. <i>Désignation d'un administrateur provisoire</i>	258
2.10.1.2. <i>Actions basculantes</i>	259
2.10.1.3. <i>Décision contraignante d'un tiers</i>	260
2.10.1.4. <i>Prévention d'un abus de minorité</i>	260
2.10.2. Après le vote au sein de l'assemblée	261
3. Clôture et force obligatoire de l'assemblée générale	262
3.1. CLÔTURE DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE	262
3.2. PROCÈS-VERBAL.....	262
3.2.1. Définition	262
3.2.2. Contenu	262
3.2.3. Nécessité d'un acte authentique.....	266

3.2.4. Opposabilité	267
Section 6. Nullité des décisions de l'assemblée générale	268
1. <i>Motifs</i>	268
1.1. IRRÉGULARITÉS DE FORME AYANT PU INFLUENCER LA DÉCISION (ART. 64, 1 ^o).....	268
1.2. VIOLATION DES RÈGLES RELATIVES AU FONCTIONNEMENT ET NON-RESPECT DE L'ORDRE DU JOUR (ART. 64, 2 ^o).....	270
1.3. EXCÈS DE POUVOIR OU DÉTOURNEMENT DE POUVOIR (ART. 64, 3 ^o).....	272
1.4. EXERCICE DE DROITS DE VOTE SUSPENDUS (ART. 64, 4 ^o).....	280
1.5. « POUR TOUTE AUTRE CAUSE PRÉVUE PAR LE PRÉSENT CODE » (ART. 64, 5 ^o).....	280
2. <i>Procédure</i>	280
Section 7. Assemblée générale des actionnaires selon le Code belge de gouvernance d'entreprise 2009.....	283
CHAPITRE 2. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES OBLIGATAIRES.....	287
Section 1. Convocation de l'assemblée	287
Section 2. Compétences de l'assemblée générale des obligataires.....	288
1. <i>Assouplissement des conditions du prêt</i>	288
2. <i>Substitution d'actions aux obligations</i>	288
3. <i>Autres compétences</i>	289
Section 3. Participation à l'assemblée	289
Section 4. Tenue de l'assemblée	290
1. <i>Liste des présences</i>	290
2. <i>Époque</i>	290
3. <i>Quorum de présence</i>	290
4. <i>Majorité</i>	290
Section 5. Unicité de l'assemblée générale des obligataires et assemblées spéciales	291
Section 6. Modalités d'exercice du droit de vote	291
Section 7. Nullité des décisions.....	292

TITRE 4

Administration et gestion

CHAPITRE 1. STATUT DE L'ADMINISTRATEUR.....	295
Section 1. Généralités	295
Section 2. Fonction élective.....	296
1. <i>Principes</i>	296
2. <i>Conditions et capacités</i>	297
3. <i>Indépendance</i>	297

4. <i>Clauses statutaires</i>	301
Section 3. Incompatibilités et interdictions	303
Section 4. Caractère temporaire de la désignation	304
Section 5. Fonction rémunérée	308
1. <i>Régime général</i>	308
2. <i>Sociétés cotées</i>	309
2.1. RAPPORT DE RÉMUNÉRATION	309
2.2. ENCADREMENT SUBSTANTIEL DES RÉMUNÉRATIONS	312
Section 6. Fonction indépendante	314
Section 7. Administrateur personne morale	315
1. <i>Principe</i>	315
2. <i>Désignation du représentant permanent</i>	316
3. <i>Modalités contractuelles</i>	317
4. <i>Pouvoirs exclusifs du représentant permanent</i>	318
5. <i>Responsabilité du représentant permanent</i>	318
6. <i>Révocation, empêchement et démission du représentant permanent</i>	318
CHAPITRE 2. CONSEIL D'ADMINISTRATION	321
Section 1. Introduction	321
Section 2. Composition	322
Section 3. Fonctionnement	323
1. <i>Organe collégial</i>	323
2. <i>Fonctionnement en pratique</i>	324
2.1. ARTICLE 63.....	324
2.2. CONVOCATION	325
2.3. MANDAT	325
2.4. MAJORITÉ ET QUORUM DE PRÉSENCE	325
2.5. PROCÈS-VERBAL.....	326
2.6. PRÉSENCE DE TIERS	326
Section 4. Pouvoirs	327
1. <i>Domaines de compétence</i>	327
2. <i>Exercice des compétences : pouvoirs de gestion et de représentation</i>	328
2.1. POUVOIR DE GESTION	328
2.2. POUVOIR DE REPRÉSENTATION	330
2.2.1. Administrateurs.....	330
2.2.2. Mandataires <i>ad hoc</i>	331
3. <i>Compétence particulière : l'action en justice</i>	333

Section 5. Nullité des décisions.....	334
CHAPITRE 3. COMITÉS CONSULTATIFS/SPÉCIALISÉS.....	335
Section 1. Comité de direction	335
1. <i>Introduction</i>	335
2. <i>Origine et ratio legis</i>	335
3. <i>Notion et cadre légal</i>	337
4. <i>Monisme ou dualisme</i>	338
5. <i>Création, composition, rémunération</i>	339
5.1. CRÉATION	339
5.2. COMPOSITION.....	340
5.2.1. Nomination	341
5.2.2. Fin du mandat et révocation	342
5.3. RÉMUNÉRATION	343
6. <i>Fonctionnement, compétence, pouvoirs et représentation</i>	344
6.1. FONCTIONNEMENT	344
6.2. COMPÉTENCES ET POUVOIRS.....	345
6.2.1. Pouvoirs expressément réservés au conseil d'administration	345
6.2.2. Politique générale de la société.....	346
6.2.3. Pouvoirs et compétences exclusifs ou concurrents du comité de direction	348
6.2.4. Délégation de la gestion journalière à un membre du ou au comité de direction.....	349
6.3. POUVOIR DE REPRÉSENTATION	349
6.4. POUVOIR DE SURVEILLANCE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	350
7. <i>Conflits d'intérêts et régime de responsabilité</i>	350
Section 2. Délégué à la gestion journalière	351
1. <i>Création d'un organe de gestion journalière</i>	351
2. <i>Composition</i>	352
3. <i>Nomination</i>	353
4. <i>Rémunération</i>	355
5. <i>Durée</i>	355
6. <i>Notion de gestion journalière</i>	356
7. <i>Pouvoirs de représentation concernant la gestion journalière</i>	358
Section 3. Comité de rémunération	359
Section 4. Comité d'audit.....	361
1. <i>Introduction</i>	361
2. <i>Structure et champ d'application de la loi belge</i>	362

2.1. CHAMP D'APPLICATION	362
2.1.1. Les entités d'intérêt public.....	362
2.1.2. Les sociétés cotées.....	362
2.1.3. Les sociétés soumises à un contrôle prudentiel.....	364
3. <i>Constitution et composition du comité d'audit</i>	365
3.1. ADMINISTRATEUR NON EXÉCUTIF	366
3.2. ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT	366
3.3. ADMINISTRATEUR COMPÉTENT.....	366
3.4. DÉSIGNATION, MOTIVATION, JUSTIFICATION ET PUBLICITÉ	367
4. <i>Missions du comité d'audit</i>	367
4.1. SUIVI DU PROCESSUS D'ÉLABORATION DE L'INFORMATION FINANCIÈRE	367
4.2. SUIVI DU CONTRÔLE INTERNE ET DE LA GESTION DES RISQUES.....	368
4.3. SUIVI DU CONTRÔLE LÉGAL DES COMPTES	369
4.4. EXAMEN ET SUIVI DE L'INDÉPENDANCE DU COMMISSAIRE.....	369
5. <i>Compétence du comité d'audit en ce qui concerne le commissaire..</i>	370
5.1. NOMINATION DU COMMISSAIRE	370
5.2. DÉROGATION À LA RÈGLE « ONE-TO-ONE »	371
6. <i>Méthode de travail du comité d'audit</i>	371
CHAPITRE 4. CONFLITS D'INTÉRÊTS.....	373
Section 1. Conflits d'intérêts dans le chef des administrateurs	
(art. 523).....	373
1. <i>Champ d'application</i>	374
1.1. NOTION DE CONFLITS D'INTÉRÊTS	375
1.1.1. Intérêts opposés	375
1.1.2. Intérêt direct ou indirect.....	376
1.1.3. Intérêt de nature patrimoniale.....	377
1.2. SOCIÉTÉS CONCERNÉES.....	377
1.3. ORGANES VISÉS.....	378
1.4. DÉCISIONS ET OPÉRATIONS VISÉES	379
1.4.1. Principe.....	379
1.4.2. Exceptions.....	380
1.4.2.1. Opérations intra-groupe	380
1.4.2.2. Opérations habituelles	380
1.5. RENFORCEMENT STATUTAIRE	381
2. <i>Procédure</i>	381
2.1. DÉCLARATIONS DE L'ADMINISTRATEUR	381
2.1.1. Information du conseil d'administration.....	381
2.1.2. Information du commissaire.....	382
2.2. RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	382

2.3. INFORMATION DES ACTIONNAIRES.....	382
3. Nullité.....	382
4. Responsabilité des administrateurs.....	383
4.1. EN CAS DE NON-RESPECT DE LA PROCÉDURE	383
4.2. EN CAS DE RESPECT DE LA PROCÉDURE	384
Section 2. Conflits d'intérêts intra-groupes au sein des sociétés cotées (art. 524).....	384
1. <i>Bref historique de la réglementation des conflits d'intérêts dans les sociétés cotées</i>	385
2. <i>Notion d'administrateur indépendant</i>	386
3. <i>Champ d'application</i>	386
3.1. SOCIÉTÉS VISÉES.....	386
3.2. DÉCISIONS ET OPÉRATIONS VISÉES.....	387
3.2.1. Principe.....	387
3.2.2. Exceptions.....	388
3.3. RELATIONS VISÉES.....	389
3.3.1. Article 524, § 1 ^{er}	389
3.3.2. Article 524, § 5.....	390
3.4. ORGANES VISÉS.....	392
4. <i>Procédure</i>	393
4.1. COMITÉ D'ADMINISTRATEURS INDÉPENDANTS.....	393
4.2. EXPERTS INDÉPENDANTS	394
4.3. RÉUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	394
4.4. MISSION DU COMMISSAIRE	395
4.5. PUBLICITÉ DE LA PROCÉDURE.....	395
5. Nullité.....	395
6. Responsabilité des administrateurs.....	395
7. <i>Rapport spécial sur les relations de groupe</i>	396
CHAPITRE 5. RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS.....	399
Section 1. Considérations générales.....	399
1. <i>Immunité de principe de l'organe de gestion</i>	399
2. <i>Identification des personnes concernées</i>	401
2.1. ADMINISTRATEURS	401
2.2. COMITÉ DE DIRECTION.....	403
2.3. DÉLÉGUÉ À LA GESTION JOURNALIÈRE.....	405
2.4. ADMINISTRATEUR DE FAIT	406
2.5. ADMINISTRATEUR INDÉPENDANT.....	407
2.6. ADMINISTRATEUR PERSONNE MORALE – REPRÉSENTANT PERMANENT	408

2.7. FIN DE LA MISSION DE GESTION (DÉMISSION, RÉVOCATION, ÉCHÉANCE)	411
3. <i>Clause limitative ou exonératoire de responsabilité</i>	412
4. <i>Appréciation de la faute par le juge</i>	413
5. <i>Responsabilité à l'occasion de certaines opérations déterminées</i>	415
Section 2. Responsabilité vis-à-vis de la société	416
1. <i>Introduction de l'action sociale</i>	416
2. <i>Impact de la décharge sur la responsabilité des administrateurs</i>	417
3. <i>Responsabilité pour faute de gestion</i>	420
3.1. FAUTE DE GESTION	422
3.2. LIEN DE CAUSALITÉ.....	427
3.3. DOMMAGE	428
4. <i>Responsabilité pour violation du Code ou des statuts</i>	429
4.1. FAUTE (VIOLATION DU CODE DES SOCIÉTÉS OU DES STATUTS)	430
4.2. LIEN DE CAUSALITÉ.....	433
4.3. DOMMAGE	434
5. <i>Responsabilité aquilienne</i>	434
5.1. FAUTE AQUILIENCE	436
5.2. LIEN DE CAUSALITÉ.....	436
5.3. DOMMAGE	437
Section 3. Responsabilité vis-à-vis des actionnaires	437
1. <i>Action introduite pour le compte de la société (action minoritaire)</i>	437
2. <i>Action introduite pour le compte personnel de l'actionnaire</i>	441
Section 4. Responsabilité vis-à-vis des tiers	442
1. <i>Identification des tiers concernés</i>	442
2. <i>Responsabilité pour faute de gestion</i>	444
3. <i>Responsabilité pour violation du Code ou des statuts</i>	446
4. <i>Responsabilité aquilienne</i>	446
4.1. RELATION CONTRACTUELLE DU TIERS AVEC LA SOCIÉTÉ	449
4.2. RELATION EXTRACTIONNELLE DU TIERS AVEC LA SOCIÉTÉ	452
5. <i>Responsabilité pour faute grave et caractérisée ayant contribué à la faillite</i>	454
5.1. FAUTE GRAVE ET CARACTÉRISÉE	457
5.2. LIEN DE CAUSALITÉ.....	460
5.3. FAILLITE ET INSUFFISANCE D'ACTIF	460
5.4. RÉGIME PARTICULIER DE RESPONSABILITÉ DES DIRIGEANTS POUR LES DETTES DE COTISATIONS SOCIALES.....	461
Section 5. Juridiction compétente	465
1. <i>Compétence ratione materiae</i>	465

2. <i>Compétence ratione loci</i>	466
Section 6. Prescription	466

TITRE 5

Capital

INTRODUCTION	473
CHAPITRE 1. INTÉGRITÉ DU CAPITAL	475
Section 1. Répartition bénéficiaire	475
1. <i>Réserves</i>	475
1.1. RÉSERVES OBLIGATOIRES	475
1.2. RÉSERVES STATUTAIRES	476
1.3. RÉSERVES LIBRES	476
1.4. REPORT À NOUVEAU	477
2. <i>Distributions</i>	477
2.1. LIMITES	477
2.2. DROIT AUX DIVIDENDES	478
2.3. RAPPORTS CHRONOLOGIQUES ENTRE TITULAIRES	480
2.4. MODE DE PAIEMENT DU DIVIDENDE	480
2.5. PRESCRIPTION	481
2.6. ACOMPTES SUR DIVIDENDES	481
2.7. DISTRIBUTION D'UN DIVIDENDE EXCEPTIONNEL PAR UNE ASSEMBLÉE GÉNÉRALE EXTRAORDINAIRE	483
2.8. SANCTIONS	485
Section 2. Acquisition de titres propres	485
1. <i>Acquisition par la société elle-même</i>	485
1.1. CONDITIONS DE L'ACQUISITION	489
1.1.1. Règles générales (art. 620, § 1 ^{er} , al. 1)	489
1.1.2. Dérogation partielle : dispense de décision de l'assemblée générale	492
1.1.3. Dérogation générale à toutes les conditions	492
1.2. RÉGLEMENTATION DE LA DÉTENTION DES ACTIONS PROPRES	494
1.2.1. Droit de vote	494
1.2.2. Droit aux dividendes	494
1.2.3. Réserve indisponible	495
1.2.4. Information	495
1.3. ALIÉNATION	495
1.3.1. Aliénation obligatoire dans un délai	495
1.3.2. Régime des aliénations	495
1.3.3. Exceptions	496

1.3.4. Sanctions	496
2. <i>Acquisition de titres d'une société anonyme par une filiale directe..</i>	497
2.1. RÉGIME	497
2.2. SANCTIONS	498
3. <i>Financement par une société anonyme de l'acquisition de ses titres par un tiers.....</i>	499
3.1. PRINCIPE	499
3.2. DÉROGATIONS	502
4. <i>Prise en gage de titres propres.....</i>	503
4.1. PRINCIPE	503
4.2. EXCEPTIONS.....	503
4.3. SANCTIONS	503
Section 3. Participations réciproques	504
1. <i>Participations réciproques entre sociétés indépendantes</i>	504
1.1. CHAMP D'APPLICATION	504
1.2. RÉGLEMENTATION	505
1.3. SANCTIONS	505
2. <i>Participations réciproques entre société mère et société filiale</i>	506
2.1. RÉGLEMENTATION	506
2.2. LE SORT DES TITRES EN CAS DE VIOLATION DE L'ARTICLE 631.....	507
2.2.1. Les titres détenus dans la limite du seuil de 10 %	507
2.2.2. Les titres détenus au-delà du seuil de 10 %.....	507
Section 4. Pertes du capital social	508
1. <i>Réduction de l'actif net en dessous de la moitié ou du quart du capital</i>	508
1.1. DÉLIBÉRATION REQUISE	508
1.1.1. Perte de moitié.....	508
1.1.2. Perte des trois quarts	509
1.2. SANCTIONS	509
2. <i>Diminution de l'actif net à un montant inférieur au minimum du capital légal.....</i>	511
CHAPITRE 2. AUGMENTATIONS DU CAPITAL	513
Section 1. Notion.....	513
Section 2. Conditions de fond.....	514
1. <i>Organe compétent</i>	514
1.1. ASSEMBLÉE OU CONSEIL	514
2. <i>Règles de base</i>	514
2.1. DROIT DE PRÉFÉRENCE.....	514
2.2. SOUSCRIPTION	514

2.3. LIBÉRATION.....	514
2.4. APPORTS EN NATURE.....	514
3. Sanctions en cas de violation des conditions de fond.....	515
3.1. RESPONSABILITÉ SOLIDAIRE DES ADMINISTRATEURS	515
Section 3. Conditions de forme	516
1. <i>Décision d'augmenter le capital</i>	516
1.1. DÉCISION PRISE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE.....	516
1.2. DÉCISION PRISE PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION	516
1.3. NÉCESSITÉ D'UN ACTE AUTHENTIQUE AU MOINS.....	517
1.4. PUBLICITÉ LÉGALE.....	518
2. <i>Sanctions</i>	518
2.1. ASSEMBLÉE GÉNÉRALE IRRÉGULIÈRE	518
2.2. DÉCISION IRRÉGULIÈRE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	519
2.3. DÉFAUT D'ACTE AUTHENTIQUE.....	519
3. <i>Habilitation statutaire requise pour que le conseil d'administration puisse augmenter le capital</i>	519
3.1. GÉNÉRALITÉS	519
3.2. AUTORISATION LIMITÉE DANS LE TEMPS MAIS RENOUVELABLE	521
3.3. MONTANT DU CAPITAL AUTORISÉ	521
3.4. RAPPORT SPÉCIAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION.....	521
3.5. APPORTS EN NATURE D'UN ACTIONNAIRE SIGNIFICATIF	522
Section 4. Les différents types d'augmentations de capital	523
1. <i>L'augmentation de capital avec apports nouveaux</i>	523
1.1. APPORTS EN NUMÉRAIRE.....	523
1.1.1. Compte spécial et attestation de dépôt.....	523
1.1.2. Respect du droit de préférence	524
1.2. APPORTS EN NATURE.....	524
1.2.1. Rapports sur les apports en nature	524
1.2.2. Apport de créance.....	526
1.2.3. Apport d'obligations ordinaires.....	527
1.2.4. Dividende optionnel.....	528
1.3. AUGMENTATION DE CAPITAL DIFFÉRÉE.....	528
2. <i>Augmentation de capital sans apports nouveaux</i>	529
2.1. NOTION	529
2.2. ÉMISSION OU NON DE TITRES NOUVEAUX.....	529
2.3. RÉSERVES POUVANT ÊTRE INCORPORÉES AU CAPITAL.....	529
Section 5. Mesures de protection en faveur des actionnaires.....	530
1. <i>Augmentation de capital en dessous du pair comptable</i>	530
1.1. DANGER D'UNE TELLE OPÉRATION	530

1.2. RÉGLEMENTATION	530
2. <i>Prime d'émission</i>	531
2.1. JUSTIFICATION	531
2.2. NOTION	532
3. <i>Droit de préférence</i>	532
3.1. DÉFINITION.....	532
3.2. CONDITIONS D'EXERCICE ET PUBLICITÉ.....	533
3.3. LIMITATION OU SUPPRESSION DU DROIT DE PRÉFÉRENCE	535
3.3.1. Par l'assemblée générale.....	535
3.3.2. Par le conseil d'administration.....	535
3.3.3. Limitation ou suppression du droit de préférence en faveur d'une ou de plusieurs personnes déterminées qui ne sont pas membres du personnel de la société ou de l'une de ses filiales.....	536
3.3.4. Droit de priorité.....	537
Section 6. Augmentation de capital réservée au personnel	538
1. <i>Règles de fond</i>	538
2. <i>Procédure</i>	539
3. <i>Conditions techniques posées par l'article 609</i>	540
Section 7. Prise ferme par une banque ou par un autre établissement financier	542
Section 8. Mesures particulières en cas d'offre publique d'acquisition	542
1. <i>Paralysie partielle du capital autorisé</i>	542
2. <i>Exceptions</i>	543
Section 9. Augmentation de capital par appel public à l'épargne	543
1. <i>Appel public à l'épargne</i>	543
2. <i>Prise ferme</i>	544
CHAPITRE 3. RÉDUCTION DU CAPITAL	545
Section 1. Notion	545
Section 2. Dispositions applicables à toutes les réductions de capital.	546
1. <i>Décision de l'assemblée générale actée devant notaire</i>	546
2. <i>Traitement égal des actionnaires</i>	546
Section 3. Réductions de capital requérant la protection des créanciers	547
1. <i>Remboursement aux actionnaires ou dispense totale ou partielle du versement du solde des apports</i>	547
2. <i>Réduction du capital par suite du rachat d'actions sans droit de vote</i>	548

Section 4. Réductions de capital sans protection des créanciers.....	549
1. Réduction du capital en vue d'apurer une perte subie ou en vue de constituer une réserve pour une perte prévisible	549
2. Possibilité de réduire le capital en dessous du montant du capital minimal.....	550
3. Réduction du capital en vue de constituer une réserve indisponible	551
4. Réduction du capital à la suite de l'annulation des titres de la société acquis par elle en violation de la réglementation en matière de rachat d'actions propres.....	551
CHAPITRE 4. AMORTISSEMENT DU CAPITAL.....	553
Section 1. Notion.....	553
Section 2. Conditions	553

TITRE 6

Résolution des conflits entre actionnaires : exclusion et retrait

INTRODUCTION.....	557
CHAPITRE 1. EXCLUSION JUDICIAIRE	565
Section 1. Fondement et qualité du demandeur.....	565
Section 2. Justes motifs	566
Section 3. Procédure.....	573
Section 4. Prix	574
CHAPITRE 2. RETRAIT JUDICIAIRE.....	579
Section 1. Fondement.....	579
Section 2. Justes motifs	580
Section 3. Procédure.....	587
Section 4. Prix	589
CHAPITRE 3. CESSION FORCÉE DU DROIT DE VOTE	595
Bibliographie	597
Index alphabétique.....	643